

Des villageois saccagent l'ONG COOPI sur fond de rumeurs (Centrafrique)

observers.france24.com - 06 juin 2014



Dans les locaux de l'ONG Coopi à Mboki, il ne reste plus que des papiers éparpillés sur le sol. Photo prise par notre Observateur Enguerrand Moukpidié le 2 juin.

À plus de 1 000 kilomètres à l'est de Bangui, la ville de Mboki a été épargnée par les remous de la crise centrafricaine. Pourtant dimanche, la plus ancienne ONG présente dans la ville a été pillée non par des groupes rebelles armés, mais par des habitants.

Mboki est une ville d'environ 10 000 habitants située à l'extrême est de la République centrafricaine. La ville n'a pas connu les violences qui gangrènent le pays et les autorités politiques de l'époque de l'ancien président, François Bozizé, sont restées en place malgré le coup d'État de mars 2013. Uniquement desservie par un petit aéroport, la ville souffre de son enclavement. Les prix du carburant, l'état des routes, et les barrages rendent son accès extrêmement difficile par la terre comme par les airs. Les habitants de Mboki sont donc dépendants de l'aide humanitaire.

Mais l'insécurité qui règne en République centrafricaine depuis des années n'a pas épargné ces ONG. Plusieurs ont été la cible d'attaques, comme Acted dont un membre du personnel a été tué de sang froid par un groupe armé en 2011.

Dimanche 1er juin, ce sont les locaux de l'ONG Cooperazione internazionale (Coopi), une ONG d'origine italienne présente depuis 1974, qui ont été attaqués.



Le lendemain de l'attaque, notre Observateur se rend dans les locaux pour constater les dégats.
Contributeurs

"Certains ont cru que l'ONG vendait des savons au lieu de les distribuer"

Depuis plusieurs semaines, une rumeur sur les difficultés financières et le possible départ de l'ONG Coopi était sur toutes les lèvres. Malgré les réunions organisées avec la mairie pour rassurer la population sur le fait qu'elle ne quitterait pas la ville, la rumeur continuait à se propager. Cette ONG est la plus ancienne ici et la possibilité d'un départ rendait tout le monde nerveux car elle fournit beaucoup de produits de première nécessité venus de Bangui, comme de la farine ou des kits d'hygiène aux habitants.

Dimanche matin, devant les locaux de l'ONG, il y avait un camion avec des motos et des bidons d'essence vides qui avaient été chargés très tôt. Il devait partir pour Bangui [Ces objets qui devaient être rendus à leurs bailleurs à Bangui selon les représentants de l'ONG, NDLR]. Mais dès 5 heures du matin, certains ont vu le camion et ont commencé à diffuser l'information que Coopi pliait bagage.



Les locaux de Coopi attaqués. Photo prise en aout 2013.

"L'ONG a été pillée jusque dans les moindre recoins"

Peu de temps après, une cinquantaine d'habitants du village, hommes, femmes et même enfants, ont pris d'assaut les locaux. Ils ont d'abord volé les motos, puis ont défoncé la porte du bâtiment, les vitres, et on volé tout ce qu'ils ont pu : ordinateurs, modems, imprimantes mais aussi un téléphone satellitaire et de l'argent dans un coffre-fort. Ils criaient "Si Coopi ne veut plus de nous, on ne veut plus de Coopi". J'ai essayé de m'interposer, mais j'ai reçu deux coups de bâtons. L'ONG a été pillée jusque dans les moindres recoins, il ne restait plus que des papiers éparpillés sur le sol.

Quelques jours avant l'attaque, des habitants dénigraient ouvertement l'ONG. Certains ont expliqué avoir retrouvé des savons blancs venant de Bangui vendus par des marchands de Mboki. Ces savons sont normalement distribués gratuitement par les ONG aux familles les plus nécessiteuses. Il n'en a pas fallu plus pour que ces personnes affirment que Coopi vendait ses savons au lieu de les distribuer.

Les habitants qui ont propagé ces rumeurs sont pourtant les premiers à profiter des activités et des distributions de l'ONG. Ils n'ont rien à voir avec des groupes armés, la Séléka ou les anti-balakas : ce sont simplement des habitants malintentionnés qui ont profité de cette rumeur pour piller l'ONG.



Enguerrand et ses amis ont récupéré quelques meubles qui avaient été abandonnés pour les remettre à la municipalité de Mboki.

L'ONG suspend ses activités, 80% des objets toujours pas retrouvés

À Mboki, Coopi finance des projets de réinsertion des enfants soldats et des formations permettant aux habitants de développer de nouvelles activités de couture, de menuiserie ou de maçonnerie. Contacté par FRANCE 24, la porte-parole de l'ONG Coopi en République centrafricaine explique :

"Nous n'avions aucune intention de quitter la ville car nous avons des projets en cours financés par l'Unicef, par exemple la construction d'une école. Malgré tous nos efforts pour communiquer auprès des autorités notre souhait de rester, nous savions qu'une attaque était possible [...] Personne n'a été blessé, mais nous ne pouvons plus assurer la sécurité de nos employés. Pour le moment, nous suspendons nos activités en attendant les conclusions de l'enquête".



Selon les responsables de l'ONG, une citerne à eau, les portes et les fenêtres ont été volées. Le préjudice financier n'a toujours pas été évalué.

Hier, lors d'une réunion de médiation, des habitants ont réclamé le remplacement du personnel actuel de Coopi à Mboki, qu'ils accusent de vendre les produits à des commerçants. Des accusations rejetées par les responsables de l'organisation humanitaire.

Selon le sous-préfet de la région, Pascal Abouandji, des habitants ont rendu certains des objets volés comme des motos et des modems, mais "plus de 80 % des objets volés n'ont pas été retrouvés". Il explique que plusieurs ONG comme Save the Children ou Catholic Relief Service menaceraient de quitter Mboki si Coopi devait définitivement plier bagage.

Plusieurs attaques contre des ONG ont été recensées ces dernières semaines, notamment contre les locaux de Médecins sans frontières à Boguila fin avril et à Ndélé début mai. Inquiète de ces agressions multiples contre leurs personnels, la communauté des humanitaires présents en Centrafrique a publié un communiqué pour rappeler "sa neutralité et son objectif de soutien à la population".

Par Enguerrand Mokpidie Millere, militant associatif, habite à Mboki. – Collaboration, Alexandre Capron (@alexcapron), journaliste pour les Observateurs de FRANCE 24.